

*Initiatives ministérielles*

XYZ, de compétitionner le secteur privé. Le gouvernement fédéral est là pour gérer un pays et non pas pour faire compétition au secteur privé. Le seul commentaire négatif que j'ai pu entendre de la part de mes concitoyens, au niveau de la privatisation, c'est peut-être qu'on n'a pas vendu suffisamment de compagnies depuis notre élection. J'ai dû leur expliquer, monsieur le Président, que l'ancien gouvernement nous a laissé des compagnies dans le même état que le gouvernement, c'est-à-dire endettées et qu'il n'est pas nécessairement facile de vendre des compagnies qui sont endettées et qui perdent de l'argent. Il faut tenter de les remettre un peu sur pied afin qu'elles aient un bilan positif pour pouvoir réussir à les vendre par la suite.

Alors, le troisième élément, monsieur le Président, de ce projet de loi est celui des dons des Canadiens. Je tiens à souligner ce fait, parce que depuis l'annonce de ce projet de loi, c'est-à-dire depuis environ dix mois, 375 000 \$ ont été reçus par le gouvernement fédéral en dons de Canadiens et de Canadiennes qui ont expédié de l'argent strictement dans le but de payer les intérêts sur notre dette et éventuellement, de payer notre dette. C'est important, monsieur le Président, de souligner ce fait; 375 000 \$ ont été reçus à ce jour!

Je profite de l'occasion pour inviter les Canadiens et les Canadiennes qui croient au Canada et qui en ont les capacités financières, à faire un petit don pour aider, justement, le pays à payer les intérêts énormes sur la dette énorme que nous avons. J'entends mon collègue parler de la dette que nous avons créée. Je me permettrai de lui rappeler les réalités économiques.

Lors du Budget de 1974-1975, la dette était de 27 milliards de dollars. C'était la dette nationale du pays et c'était le parti de mon collègue qui était au pouvoir, le Parti libéral du Canada.

En 1984-1985, monsieur le Président, l'année fiscale où nous avons été élus, la dette était de 206 milliards. Qu'est-ce qu'on faisait en 1984-1985? Bien, c'était facile, on avait un déficit d'opérations de 16,5 milliards, c'est-à-dire que le gouvernement libéral du temps dépensait 16,5 milliards de plus qu'il n'entrait d'argent dans les coffres de l'État. Par-dessus cela, le gouvernement libéral du temps payait 22 milliards de dollars en intérêts. Cela coûtait donc 1,33 \$ pour chaque dollar de taxe reçue. C'était cela l'administration libérale des années 1968, 1974-1975, peu importe, jusqu'à 1984-1985.

Cette année, nous aurons un surplus d'opérations de 10 milliards, c'est-à-dire que pour le bénéfice des gens qui nous écoutent, nous avons pris en 1984-1985 un

déficit d'opérations de 16,5 milliards et en huit ans nous l'avons ramené à un surplus de 10 milliards. Nous avons, en l'espace de huit ans, géré les finances de l'État et fait en sorte que d'un déficit de 16 milliards, on tombe à un surplus de 10, ce qui veut dire une différence de 26 milliards. Il y a une bonne raison. L'opposition dira qu'il y a une augmentation de taxes. C'est vrai. Il y a eu depuis 1984 des augmentations de taxes, mais il y a également eu de l'administration de faite dans ce pays-ci.

Monsieur le Président, la moyenne d'augmentation des programmes du gouvernement du Parti progressiste conservateur a été de 3,9 p. 100 par année. La moyenne d'augmentation des programmes, sous l'ancien régime libéral, était de 13,8 p. 100 par année. Autrement dit, le gouvernement libéral du temps dépensait, augmentait les dépenses, augmentait les budgets, mais en même temps ne faisait pas l'autre côté de la feuille, parce qu'il y a deux côtés à une feuille: les sorties de fonds et les entrées de fonds. Les entrées de fonds, on ne s'occupait pas de cela. Alors, on a légué au pays une dette de 206 milliards.

Vous allez les entendre dire, monsieur le Président: Vous, les Conservateurs, vous l'avez doublée. Ce qui est absolument faux. Si on regarde la dette de 1984, à 200 milliards, et que l'on calcule annuellement les intérêts que ce gouvernement-ci a dû payer sur leur dette, et si on additionne annuellement les intérêts payés sur leur dette, on arrive aujourd'hui avec une dette qui a effectivement doublé, mais qui est à 50 p. 100 composée d'intérêts, intérêts que l'on a dû assumer sur une dette dont nous avons héritée.

Monsieur le Président, vous allez entendre souvent les gens qui vont passer des commentaires et dire: Bien, la TPS, ce n'est pas une bonne mesure. La TPS, on devrait la suspendre pour une couple d'années. Ou encore le Parti libéral qui dit: On va abolir la TPS puis on va taxer ailleurs. Où vont-ils taxer, monsieur le Président? Mystère et boule de gomme.

Moi je vous dis, monsieur le Président, que la TPS était une mesure nécessaire, non pas une mesure populaire. Je ne pense pas que ce gouvernement-ci a été élu pour être populaire. Ce gouvernement-ci a été élu pour prendre des décisions économiques et administratives nécessaires pour le pays. Être politicien et être député fédéral, en 1992, ce n'est pas un concours de popularité, mais c'est un concours d'efficacité. Malheureusement, l'opposition semble travailler à en faire un concours de popularité. Elle ne prend pas conscience de la difficulté d'administrer et de mettre en place une économie qui sera saine, une économie où les gens d'affaires seront heureux d'in-